

NEWS



National Housing Standard for Primary Agriculture Review

In 2018 the NHICC was awarded a government contract specifically identified as the Temporary Foreign Worker Program that focused on a Primary Agriculture Review to undertake an analysis to determine how to establish a national housing standard for employer provided housing to foreign workers.

This is a Canadian based study on the condition of housing that involved months of research and a variety of reviews of documents, and survey data, and in-depth discussions on the topic of migrant/foreign worker housing.

While a number of potential outcomes were proposed to address concerns it also provided a list of recommendations that deserved highlighting to improve the housing conditions, employers on the other hand contrast with the comment that the “program does not need to be fixed”.

First the need to address that every province and/or territory appears to be fixed on the value of “doing things” their way. Thus vast differences exist, clearly indicating a lack of uniformity.

Second, is the importance of identifying “substandard” housing and why this problem appears to persist? Our findings indicated there are a number of factors that contribute to this problem, including in some instances a lack of inspections, lack of inspectors, one driven on a complaint based system or perhaps what some may consider the home inspection sector equivalent as the drive-by inspection.

On another side even the inspection forms commonly used indicated a lack of detail pertaining to specific problems, with a particular emphasis on health and safety.

Third, the provincial/territorial feedback indicating the value of implementing a “uniform national standard” also appeared to be not favoured by all provincial mandates. Although a few indicated they felt that it would be ideal, a balance of offsetting opinion generally opposed the concept.

Further details are included in our report, but the reality and our reporting seemed to be that it heavily conflicted with the acceptance by the governments Project Managers.

Ultimately the NHICC independent 3rd party report was intended to work in partnership with the government and industry stakeholders to enhance trust and compliance in providing a path forward for improvements for housing of foreign agricultural workers.

One area that the NHICC noted was not just the lack of uniformity in a housing standard, but equally so the vast differences from the inspection reporting system. The NHICC project team presented a means to address this challenge through an established protocol and process.

Overall regardless of differences, the NHICC project team strongly believes there’s a need for further study to improve this housing situation, and more so a need to universally embrace a “uniform national standard” for foreign agriculture worker housing.

Need further information – contact us at: <mailto:info@nationalhomeinspector.org>

NEWS

Norme nationale de logement pour l'examen de l'agriculture primaire

En 2018, le NHICC a reçu un contrat gouvernemental spécifiquement désigné comme le programme des travailleurs étrangers temporaires qui portait sur un examen de l'agriculture primaire pour entreprendre une analyse afin de déterminer comment établir une norme nationale de logement pour les employeurs ont fourni des logements aux travailleurs étrangers.

Il s'agit d'une étude canadienne sur la condition du logement qui a impliqué des mois de recherche et une variété d'examen de documents, et des données d'enquête, et des discussions approfondies sur le sujet du logement des travailleurs migrants/étrangers.

Bien qu'un certain nombre de résultats potentiels aient été proposés pour répondre aux préoccupations, il a également fourni une liste de recommandations qui méritent d'être soulignées pour améliorer les conditions de logement, d'autre part, les employeurs contrastent avec le commentaire selon lequel le «programme n'a pas besoin d'être fixe».

Premièrement, la nécessité de s'attaquer à ce que chaque province et/ou territoire semble être fixé sur la valeur de «faire les choses» leur chemin. Ainsi, de vastes différences existent, ce qui indique clairement un manque d'uniformité.

Deuxièmement, l'importance d'identifier le logement «sous-standard» et pourquoi ce problème semble-t-il persister? Nos constatations indiquent qu'il y a un certain nombre de facteurs qui contribuent à ce problème, y compris, dans certains cas, un manque d'inspections, un manque d'inspecteurs, un système axé sur les plaintes ou peut-être ce que certains considèrent comme équivalent du secteur de l'inspection à domicile que l'inspection par drive-by.

D'un autre côté, même les formulaires d'inspection couramment utilisés indiquaient un manque de détails concernant des problèmes spécifiques, avec un accent particulier sur la santé et la sécurité.

Troisièmement, les commentaires provinciaux et territoriaux indiquant la valeur de la mise en œuvre d'une «norme nationale uniforme» semblaient également ne pas être favorisés par tous les mandats provinciaux. Bien que quelques-uns aient indiqué qu'ils estimaient qu'il serait idéal, un équilibre de l'opinion compensatoire s'opposait généralement au concept.

D'autres détails sont inclus dans notre rapport, mais la réalité et nos rapports semblaient être qu'il était fortement en contradiction avec l'acceptation par les gestionnaires de projets des gouvernements.

En fin de compte, le rapport indépendant du NHICC était destiné à travailler en partenariat avec le gouvernement et les intervenants de l'industrie pour renforcer la confiance et la conformité en fournissant une voie à suivre pour améliorer le logement des travailleurs agricoles étrangers.

L'un des domaines que le NHICC a notés n'était pas seulement le manque d'uniformité dans une norme de logement, mais aussi les vastes différences par rapport au système de déclaration des inspections. L'équipe du projet NHICC a présenté un moyen de relever ce défi au moyen d'un protocole et d'un processus établis.

Dans l'ensemble, quelles que soient les différences, l'équipe du projet NHICC croit fermement qu'il est nécessaire d'approfondir l'étude pour améliorer cette situation en matière de logement, et plus encore, la nécessité d'adopter universellement une «norme nationale uniforme» pour le logement des travailleurs agricoles étrangers.

Besoin d'informations complémentaires – Contactez-nous à : <mailto:info@nationalhomeinspector.org>